

LE CRI DU PEUPLE

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
41, Rue de la Montagne, 41,
à Verviers.

ORGANE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE
PARAISANT TOUS LES QUINZE JOURS

ABONNEMENTS :
Un an, 2 fr. — Six mois, 1 fr.
Pour l'étranger, le port en sus.

AVIS.

Les personnes dont l'abonnement a expiré fin décembre et qui ne l'ont pas encore renouvelé, sont informées que pour le 25 courant, elles recevront une quittance par la poste, à laquelle nous les prions de faire bon accueil.

Denier de la lutte révolutionnaire

Souscription permanente en faveur du
LE CRI DU PEUPLE.

	Report, fr.	207 09
D'un typographe anversois,	0 50	
Un anonyme,	1 00	
Un père de famille,	1 00	
Sa femme,	0 50	
Le fils, apprenti sculpteur,	0 30	
Un jeune sculpteur,	0 30	
Vente de nouveaux papiers doctrinaires,	1 06	
La fripière,	0 34	
Total,		212 09

Un mot au journal LE TYPOGRAPHE. de Bruxelles. (1)

Le *Typographe*, dans son dernier numéro, publie un long article dans lequel un plumitif, qui répond au nom ronflant de *Jean de Bruxelles*, essaie de nous « éreinter. »

Aux accusations que nous lançâmes ce personnage, nous pourrions répondre en demandant la formation d'un jury d'honneur. Mais nous préférons le laisser à sa besogne typographique, et nous nous contenterons de répondre très-peu de mots à trois points principaux :

A l'accusation répétée du *Typographe* que nous appartenons à certaines... autorités — pourquoi ne nous appelle-t-il pas tout d'un coup mouchards; — nous répondrons que des poursuites ont déjà commencé contre le *Cri du Peuple*, ce qui n'arrivera jamais au journal le *Typographe*, et pour cause.....;

A la désapprobation que le *Typographe* donne aux régicides, nous lui demanderons : pourquoi ne serait-il pas permis d'assassiner des rois, alors que ceux-ci assassinent journellement des milliers et des milliers d'êtres humains, soit par la guerre, soit par la misère? Vous aussi, voulez la disparition des rois; la seule différence qui existe entre nous, c'est que nous osons l'avouer, tandis que vous, vous agissez à la façon des jésuites.

Quant aux moqueries du *Typographe* à l'égard de nos principes anarchistes, nous le renvoyons aux savants et puissants écrivains anarchistes, qui sont certes d'autres cervelles que celles qui rédigent le *Typographe*. Nous sommes certains que l'humanité gagnera beaucoup plus avec le

(1) Il est à remarquer que le *Typographe* ne nomme pas le *Cri du Peuple*, sans doute de peur de nous faire une réclame. Nous le prévenons que chez nous la boutique est exclue.

sociisme-anarchiste, qu'avec les cajoleries doctrinaires, le socialisme bâtard, fictif et impuissant du *Typographe*.

LA RÉDACTION.

Utopie & utopistes. (Suite). (1)

Nous avons fait passer l'enfant par l'école et l'apprentissage, depuis sa naissance jusqu'au jour où ayant atteint l'âge de majorité, il sera devenu un citoyen; jusqu'alors nous nous sommes abstenus de parler des différentes branches du socialisme, car les socialistes modernes sont à peu près tous d'accord en ce qui concerne l'instruction et l'éducation. La division la plus grande sur ce point est celle-ci, que nous ne devons point laisser ignorer à nos lecteurs : les communistes n'admettent généralement pas que les enfants puissent être laissés à leurs parents, non seulement leur instruction, mais leur éducation, appartient à la société.

Fourrier veut même qu'il y ait pour les tout jeunes enfants des écoles instruites et de mœurs choisies pour leur inculquer les bons principes.

Cabet, au contraire, s'éloigne de tous les communistes dans cette question. Pour lui le mariage doit être indissoluble; pour lui l'enfant appartient à la famille.

Chez les mutualistes, les avis sont également partagés, voici du reste ce qu'écrivit le chef de l'école :

« Mes opinions sur la famille se rapprochent du droit romain plus que de toute autre théorie; le père de famille est pour moi souverain, ses droits sur sa femme et ses enfants sont presque illimités et si le principe familial faiblit parmi nous, je l'attribue surtout à notre jurisprudence qui a restreint l'autorité du chef et créé, dans la pratique, une foule d'échappatoires à l'insubordination des enfants et des femmes. » (P.-J. PROUDHON, correspondances tome IV, p. 377).

Les collectivistes seuls sont absolument d'accord sur cette question : à l'État, le droit et le devoir de donner instruction et éducation, mais il doit choisir autant que possible la famille pour intermédiaires, surtout en ce qui concerne l'éducation; qui donc aimera mieux un enfant que sa mère? qui donc en aura plus soin? et l'enfant n'est-il pas le bien le plus sûr et le plus sacré du ménage?

Donc, pour le collectiviste, des écoles publiques gratuites, organisées comme nous l'avons dit, et pour les enfants ne fréquentant pas ces écoles, des examens réguliers, fréquents, qui permettront de voir si l'enfant peut, oui ou non, être laissé à sa famille.

Mais si nous voulons nous occuper du citoyen, il nous faut absolument faire une étude, brève si nous voulons, mais enfin une étude des différentes écoles, ou plutôt des grands groupes.

Le socialisme n'est pas, comme certains auteurs voudraient le faire croire, un parti politique, ni un parti nouveau-né de la révolution. Le socialisme, s'il n'est pas aussi vieux que la société, doit tout au moins remonter au jour où le pre-

(1) Voir les numéros du 18 août, 1, 15, 27 septembre, 10, 24 novembre, et 23 décembre 1878.

mier abus fut commis. Il dut toujours y avoir un parti des oppresseurs cherchant le moyen de conserver la puissance et un parti des opprimés cherchant à secouer le joug; en politique les premiers s'appellent gouvernement, les derniers révolutionnaires ou plutôt encore insurgés; en science les premiers sont les économistes, les autres les socialistes.

Les économistes voient la chose existante, et, par de beaux discours, prouvent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, que le paupérisme est nécessaire, que le capital et le travail sont deux choses qui ne peuvent s'allier entre les mêmes mains, que la liberté doit être la clef de tous les contrats, que par conséquent la valeur du travail doit varier comme celle du capital, en raison de la loi de l'offre et de la demande, que s'il est pénible de voir des milliers d'individus mourir de misère même en travaillant, que le capital, que la société n'y peuvent rien, sauf quelques actes de charité; pour eux l'humanité la plus grande, c'est l'hôpital ou l'orphelinat, c'est le sou que le riche jette dédaigneusement au pauvre, c'est la cité ouvrière, autre espèce de bienfait machiavélique qui rattache le serf à la glèbe, c'est... c'est... l'égoïsme.

Les socialistes, au contraire, voient un but à atteindre; ce but, c'est le bonheur ou la plus grande somme de bonheur possible pour l'humanité; pour les socialistes, tout consiste à trouver le moyen, non point de détruire le capital, ce qui serait une absurdité, mais de détruire la lutte entre le capital et le travail; puis partant de ce point éloigné, ils se demandent dans quelles conditions cette lutte pourra cesser, ils ne s'occupent absolument du présent que pour formuler des lois transitoires. Or, il est facile de le comprendre, chacun croit que le bonheur humain naîtra d'une forme de société selon ses goûts et ses aptitudes, et comme les essais faits sont d'une importance beaucoup trop minime pour pouvoir servir de base, l'on n'a pu jusqu'aujourd'hui sortir de la discussion pure. Cette discussion a créé trois groupes principaux : les *communistes*, les *mutuellistes*, les *collectivistes*.

Nous devons donc jeter un coup d'œil sur les points qui rattachent ces groupes comme sur ceux qui les divisent. Ce sera le but de notre prochain article.

UN COLLECTIVISTE.

De l'action légale.

On serait tenté de rire, — si le sujet n'était aussi grave, — lorsqu'on entend des hommes vous dire de leur air le plus sérieux, que l'émancipation complète de la grande famille humaine peut s'obtenir légalement, pacifiquement, à l'exclusion de tous moyens extra-légaux. Il est vrai que ceux qui vous tiennent ce raisonnement ne font que répéter, — sans en juger la valeur, — les boniments de la bourgeoisie, qui a tout intérêt à développer en nous un sentimentalisme tel, que nous continuerions patiemment à nous laisser tondre. On peut objecter à celle-ci, lorsqu'elle conseille l'emploi de la mansuétude, — pour les autres seulement, — que si de dirigés elle est de-

venue dirigeante, ce n'est pas par la seule vertu de cette magnanimité sans bornes qu'elle nous offre comme un spécifique capable de guérir nos maux. Car nous ne croyons pas que ce soit à l'aide de paroles doucereuses qu'elle put se substituer à la féodalité.

On se figure facilement l'effet qu'auraient obtenu des discours opiacés sur les mercenaires à la solde de Louis XVI et de Charles X.

Obtenir l'égalité sociale, sans secousse, sans choc, quel doux rêve ! mais aussi quelle absurdité. Il y a longtemps que l'essai a été tenté, et cependant nous sommes toujours dans la même situation. Demandez donc à Louise Michel, à Trinquet, qui agonisent en Calédonie, ou à Tchernychewski, qui râle en Sibérie, ce qu'ils en pensent ?

Loin de nous d'ailleurs, la pensée de faire de la force une théorie normale, permanente; nous avouerons même avoir personnellement peu de goût pour son emploi, mais il y a des nécessités sociales où il faut surmonter ses répugnances et adopter des mesures extrêmes. L'histoire est là, aussi, qui nous apprend que jamais les classes privilégiées n'ont abandonné sans résistance une parcelle de leur pouvoir, si minime fût-elle.

Or, pour que notre affranchissement ne soit pas un vain mot, qu'il soit entier, il ne suffit pas de quelques réformes superficielles, mais bien de la transformation complète des conditions économiques dans lesquelles nous nous mouvons, ce qui ne peut avoir lieu sans un changement total des institutions actuelles. Mais cela serait la fin de la bourgeoisie, en tant que classe privilégiée, dirigeante, possédante; chacun de ses membres serait dans l'obligation de s'effacer devant l'intérêt général et de redevenir — ce qu'il aurait toujours dû être — un producteur, non pas dans un ordre déterminé d'avance, mais bien suivant ses facultés propres et sans espoir de recevoir une rémunération supérieure à celle des autres, pour une égale somme de services rendus, ainsi que l'exigent la justice aussi bien que l'équivalence des fonctions.

Croit-on que le progrès, que le droit pur et simple soient insuffisants pour opérer une semblable métamorphose ? que la bourgeoisie, qui dispose de tant de moyens de résistance, abandonnera la place qu'elle occupe, restituera à la collectivité ce qu'elle s'est approprié indûment, sans y être obligée ? Personne ne le pense sérieusement, et ceux qui essaient de nous endormir dans cette douce croyance sont des farceurs !

Pour qu'une action pacifique, morale, puisse se produire avec effet, il faudrait que les travailleurs jouissent de droits et de moyens effectifs, réels, qu'ils soient, en un mot, sur le même pied d'égalité que la bourgeoisie, sous le rapport politique, économique et intellectuel.

Privés de ces moyens, leur action est inoffensive, et toute espérance d'affranchissement de ce côté est un leurre.

Et d'ailleurs qu'appelle-t-on progrès — considéré comme devant nous donner une puissance décisive dans les transformations sociales qui devront s'opérer tôt ou tard ? Est-ce le développement des sciences physiques, ou l'augmentation de la compréhensibilité du droit social ? Le progrès, manifesté sous ces deux aspects, loin de changer rien à la chose, ne ferait, au contraire, qu'accentuer l'antagonisme qui existe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Nous avons vu dans un précédent article, qu'en vertu d'une loi naturelle, toute modification apportée à la société existant en ce moment, sans en changer la base, ne profiterait exclusivement qu'à la bourgeoisie; d'autre part, l'étendue plus grande de la connaissance de leurs droits sociaux fait trouver plus lourd aux travailleurs le joug qui pèse sur eux et l'exploitation dont ils sont victimes. Il s'ensuit donc que, loin que l'action révolutionnaire soit diminuée par ce développement intellectuel, elle se trouve au contraire augmenter de toute la puissance que donne l'idée unie à la force. Tout au plus se trouvera-t-elle modifiée, quant à la façon ou au moins de se produire.

La confusion qui existe dans les esprits vient en partie de ce que l'on procède pour la science sociale, comme pour les sciences physiques, par la comparaison et l'analogie. Cette méthode, excellente pour celles-ci, ne l'est plus pour l'autre. En effet, on peut évaluer approximativement la somme de progrès que l'on peut acquérir pendant un laps de temps, par la comparaison de la somme acquise pendant une période antérieure correspondante.

Il y a là un point de départ, des investigations faites; il y a également progrès continu, parce que, aussitôt une idée émise, une observation faite, la pratique étant relativement facile, on sait immédiatement à quoi s'en tenir et l'importance qu'il faut lui attribuer. Il en est tout autrement lorsqu'il s'agit de réformes sociales: ici, l'expérimentation est impossible, parce que le milieu ne s'y prête pas et, ensuite, comme elles menaceraient les privilèges de la bourgeoisie, celle-ci l'empêchera par tous les moyens en son pouvoir, sans en exempter la mitraille et la déportation, ainsi que le prouvent juin 48 et mai 71.

Nous ne demandons pas mieux que d'avoir confiance dans l'action légale, mais il faut auparavant qu'on établisse que des discours et des déclamations ont autant de puissance qu'un feu de peloton ou qu'une charge de cuirassiers, sinon — tout en cherchant à obtenir par la persuasion les réformes que nous désirons, — nous ne devons pas renoncer à l'emploi des moyens révolutionnaires.

(Le Proletaire). PRUDENT DERVILLERS.

Le 27 de ce mois sera plaidé à Bruxelles le procès intenté par M. Berden à la *Chronique*. Quel en sera le résultat ? Il est facile de le prévoir au point de vue juridique, mais sera-t-il prouvé que M. Berden a raison ?

En tous cas, voici un cas analogue à celui cité par la *Chronique*: il y a environ 18 mois que Jourde (ex-membre de la Commune) fit annoncer un ouvrage qui devait paraître chez Kistemackers, il fut immédiatement appelé chez l'administrateur de la sûreté publique, qui lui défendit de publier cet ouvrage sous peine d'expulsion; le traité était passé, Jourde n'était pas un homme à céder devant une menace: le livre parut, Jourde fut expulsé, et ce qui est plus curieux, c'est que cet ouvrage était un simple racontar d'événements; il serait bien difficile de l'appeler un livre politique ou même un livre d'histoire.

Nous connaissons d'autres faits, touchant des réfugiés français menacés d'expulsion, qui ne sont restés en Belgique qu'à la suite de démarches faites par des hommes influents, mais la liberté de nos amis et la crainte de demandes de 50,000 francs de dommages-intérêts nous forcent à les passer sous silence.

BELGIQUE.

SITUATION.

Verviers. — De temps à autre, il n'est pas mauvais de mettre nos lecteurs et amis de l'étranger au courant de la situation de notre bassin.

Beaucoup d'ouvriers qui ne travaillent pas, encore davantage qui ne travaillent guère, et enfin le reste qui travaille à très-bas prix. Parmi ceux qui se disent qu'ils travaillent à l'ordinaire, ils s'estiment bien heureux quand ils peuvent dire à la fin de l'année: « Nous avons gagné 15 francs par semaine. »

La moitié ou plus de la moitié se trouve dans ces conditions. Une partie du reste travaille 3, 4 ou 5 jours par semaine, ou bien travaille 15 jours et en chômage 8, de sorte qu'elle se trouve à la fin de l'année avoir travaillé 200 jours et gagné 10 à 12 francs par semaine.

Quel est le résultat de cette situation de l'industrie ?

1° C'est que le commerce languit.

2° Une partie des travailleurs gémit sous le poids de la misère qui l'accable.

3° Une autre partie se déprave dans le vice, dépourvue de la dernière dose de courage qui lui faudrait pour résister aux privations de tout ce qui est le plus nécessaire à la vie.

4° Enfin, une quantité ayant le caractère plus souple et plus humiliant, vont se pendre aux sonnettes chez les opulents pour recevoir une bribe de ce qu'on a amassé sur leur salaire pendant bien des années.

Tout cela se passe dans un calme inexplicable; les commerçants se contentent de maudire et de se récrier sur les ouvriers qui ne les paient pas, sans réfléchir aux causes qui leur amènent ces débiteurs insolvables.

Aujourd'hui, on ne s'occupe plus de compter ceux qui ne paient pas leur boutique, mais on compte bien plus facilement ceux qui peuvent encore payer.

Sur 10 ouvriers, j'ose affirmer que 8 sont en retard d'un ou plusieurs termes chez leur propriétaire. Aussi les déménagements deviennent-ils de plus en plus fréquents, tout cela parce que les propriétaires, pas plus que les commerçants, ne peuvent se persuader que ce n'est pas de la faute des ouvriers qu'ils ne paient pas, mais bien parce qu'ils ne peuvent plus payer.

Par un hiver rigoureux comme celui que nous traversons en ce moment, on se figure facilement dans quel état affreux se trouvent certaines familles; il faut pouvoir toucher cette misère pour s'en faire une idée.

Si, quand un étranger visite notre ville, qui passe pour une des plus florissantes de la Belgique, il était conduit dans les mansardes et les ruelles, il ne sortirait pas avec une aussi bonne impression de la situation ouvrière à Verviers.

Nous citerons quelques exemples, qui feront mieux saisir à nos lecteurs dans quel état de détresse se trouve la population de notre bassin, principalement à Verviers, où les principales ressources consistent dans l'industrie drapière.

Que nos lecteurs veuillent bien nous suivre dans une chambre située au quatrième étage, seule place pour y loger le père, la mère et trois enfants.

Voici les meubles qui composent cette place: deux chaises, une petite table, un poêle et un lit, une espèce de boîte qui sert d'armoire.

C'est le soir; un enfant est couché dans une espèce de panier, enveloppé de quelques mauvais haillons. Les deux autres sont sur la table, tenant un plat de pommes de terre entre eux et mangeant avec avidité, l'un avec une cuiller et l'autre avec ses mains.

Nous remarquons que ces pommes de terre n'ont absolument aucune apparence de graisse.

Ajoutons que ces gens, que nous connaissons depuis longtemps, sont doués tous les deux d'une bonne conduite et d'une moralité exemplaires.

Combien de fois n'avons-nous pas été chez de nos amis, qui nous attendaient pour avoir de quoi acheter pour faire leur repas du midi ?

Combien de fois n'avons-nous pas nous-mêmes été trouver les mêmes amis pour avoir deux sous pour acheter de quoi déjeuner à l'atelier, laissant nos enfants et nos femmes sans un seul morceau de pain.

Enfin il n'est pas de semaine que nous ne soyons forcés, nous et des milliers de nos semblables, de nous rendre au travail avec une croûte de pain sec.

C'est que pour la plupart des ouvriers le crédit est fermé et quand vous vous présentez chez le boutiquier pour acheter une livre de beurre, on ne se gêne plus pour vous demander si vous paierez tout de suite; à moins de cela on vous renvoie sans marchandises.

Un tel état de choses peut-il durer ???

Impossible !!!

La misère est tellement grande que les ouvriers appellent sur eux toutes les calamités, la mort, des coups et des paroles de désespoir.

Eh bien ! de deux choses l'une : ou bien les ouvriers se laisseront aller à la mendicité et se rendront tellement dépendants de leurs patrons par des aumônes, qu'ils redeviendront des es-

claves, en dépit de la loi, ou bien, par un effort suprême, les ouvriers revendiqueront le droit de vivre.

Car nous sommes convaincus que nos amis des autres villes de la Belgique et de l'étranger ne sont guère plus heureux que nous.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire où nos prévisions seraient justes, il serait temps de s'entendre pour mettre un terme à nos souffrances.

Nous avons l'espoir que nos compagnons de l'étranger entendront nos cris de détresse et nous enverront leurs réflexions.

FRANCE.

Paris, le 12 janvier.

Le n° 7 du *Prolétaire*, paru le 28 décembre, a été saisi chez les marchands de journaux et les presses détruites. Le gérant a comparu devant le juge d'instruction. Cette répression a été amenée parce que le *Prolétaire* a inséré un manifeste : l'amnistie. A ce qu'il paraît, le gouvernement ne veut entendre parler d'amnistie, ni en un ni en deux actes, à l'exemple du chef de la gauche en Belgique pour le suffrage universel.

Le bossu Naquet fait partie du concert : dans un discours prononcé à Genève, il a dit que la Commune était une faute et que le moment de gracier n'était pas encore arrivé. Que les coquins s'entendent bien !

Dans une réunion d'actionnaires du journal le *Prolétaire*, il a été décidé que la ligne de conduite du journal serait continuée. On n'a pas prêté l'oreille aux plaintes de quelques partisans de messieurs les députés. Ces piteux défenseurs ont été blackboulés. La ligne de démarcation est donc établie. Le prolétariat ne veut plus de protecteurs. Il n'a et ne veut avoir confiance qu'en lui-même.

Je vous annonçais la réapparition des *Droits de l'Homme* avec Guesde et Sigismond Lacroix. Le journal est paru aujourd'hui, mais avec le titre : *la Révolution française*. Ci-joint un numéro.

A vous et à la Révolution.

CALIBOT.

Paris, le 13 janvier 1879.

Mon cher ami,

Sommes-nous en 1879, en 1876 ou en 1848 ? Les paris sont ouverts ; en 1848, le peuple fit crédit de trois mois à la république et obtint pour solde de compte les coups de fusil de juin. Après le vote du 20 février 1876, la gauche se montra ferme, résolue, n'appuya le ministère Dufaure qu'à la condition expresse qu'il marcherait de l'avant, le tout bien entendu en paroles avec l'intention de ne rien faire, et si bien qu'on en arriva, à force de protestations platoniques, au 16 mai.

Alors la gauche recommanda la sagesse. Après la dissolution elle obtint la réélection des 363. Victorieuse, elle se montra de nouveau résolue, mais ayant le Sénat contre elle, il lui fallut attendre les élections triennales du Sénat. Or, ces élections sont passées, le crédit réclamé lui a été accordé, les réfugiés politiques même, par un accord tacite, ont complètement fait silence, et aujourd'hui que propose-t-on ? toujours rien. La large clémence, l'application de la loi, beaucoup de mots et pas de faits. Il faut pourtant sortir de ce marasme, à moins de vouloir attendre 1882.

Nous avons eu pitié de nos voisins les étudiants allemands, qui ont laissé tuer un des leurs par un caporal, sans une protestation rigoureuse. — Laisserons-nous la France entre les mains de ces escrocs politiques, qui quêtent les suffrages politiques avec un programme qu'ils ont la ferme intention de ne pas appliquer ?

Que, dans l'espoir de voir revenir ceux de nos malheureux amis qui sont à la Nouvelle-Calédonie, ceux de Belgique, de Suisse et d'Angleterre, aient accordé une trêve à leurs ennemis de l'intérieur, très-bien ; mais aujourd'hui il n'est plus

possible de reculer. Si le ministère n'accorde pas l'amnistie, si M. Gambetta ne fait voter de suite le programme de Romans, ce qu'il a appelé lui-même le minimum des concessions, il faut commencer de suite la propagande révolutionnaire qui trouvera de l'écho ici.

Nous sommes las de ces programmes qui ne voient jamais leur réalisation.

M. Gambetta est tout-puissant, il doit supporter toute la responsabilité. Ce n'est pas le ministère Dufaure qui est coupable ; que peut-on demander à de pareils hommes ? Celui qui présida le comité plébiscitaire impérial peut-il être républicain ?

Mais le chef de la gauche, celui qui a tracé le programme sur lequel se sont faites les élections, se doit à sa réalisation ; s'il faillit, c'est au peuple à le juger et à exécuter sa sentence.

Peut-être nous trompons-nous ! Je le souhaite, mais je crois qu'il est temps que le peuple s'érige en tribunal et qu'il se dépêche, s'il ne veut pas perdre un temps cher à la république et à la révolution.

Salut dans la révolution sociale.

ALLEMAGNE.

La misère est de plus en plus grande en Prusse. On voit tous les jours à Berlin, un grand nombre d'ouvriers se rassembler devant les dépôts où sont rangés les ustensiles du service du balayage municipal et devant ceux du service des tramways, pour demander à être employés à l'enlèvement de la neige.

Tout autre travail leur manque, et celui-là même n'est accordé qu'à quelques-uns d'entre eux.

Voilà ce que coûtent les victoires. Après le sang versé, la mort par la faim !

O peuples ! serez-vous donc toujours les valets des princes ?

ANGLETERRE.

Une explosion considérable a eu lieu dans le district de Cardiff. La scène du désastre est le charbonnage de Dinas, dans la vallée de Rhondor, et l'explosion a eu lieu la nuit. On craint que le nombre des victimes ne s'élève à 60.

On annonce aussi une explosion de feu grisou dans la même vallée, dans le charbonnage de Coffin et C^o à Pandy. C'est à dix heures et demie, dans la nuit de lundi, que l'accident a eu lieu, et il s'est produit avec une violence telle, qu'il n'y a pas d'espoir possible de sauver les 58 hommes qui sont encore dans les galeries.

Recherchera-t-on la cause de ces désastres ?

Prendra-t-on des mesures pour qu'à l'avenir de telles choses n'arrivent plus ?

Que fera-t-on des femmes et des orphelins ?

A ces questions il est facile de répondre : on ne recherchera pas les causes de ces désastres, l'on laissera les choses telles qu'elles sont, et l'on enverra promener les femmes et les orphelins.

De nos jours les choses se passent ainsi.

Qu'avons-nous à dire ? Rien, sinon d'organiser nos forces pour que dans un temps plus ou moins rapproché nous parvenions à détruire la vieille société et y implanter une nouvelle.

Du rôle que les sciences doivent jouer dans la vie de l'homme.

SUITE.

Dans notre article du 8 décembre, nous avons considéré que l'on doit inculquer aux enfants, selon leur âge et leurs aptitudes, des principes vrais et des doctrines raisonnables.

Dans celui-ci, nous allons examiner les progrès que les sciences ont fait accomplir ; toutes les sciences ont contribué à la régénération des peuples et en particulier les sciences mécaniques ont ennobli les ouvriers, en les employant à des travaux plus dignes de leur intelligence. J'ai entendu

bien souvent dire que les machines suppriment les ouvriers ; cela est vrai dans une certaine portée, par exemple, une machine qui fait l'ouvrage de six ouvriers en supprime cinq, car il en faut encore un pour la surveiller. Mais on remarquera que la production et le bénéfice augmentant, le nombre des machines s'étend et les ouvriers, d'abord inoccupés, deviennent trop peu nombreux pour suivre la production.

Ainsi il ne faut pas confondre les machines et les crises industrielles dans un même mépris.

La preuve de ce que j'avance est dans l'agrandissement des centres industriels.

J'accepte que les machines, étant aux mains de quelques particuliers, font du tort aux ouvriers, qu'elles agrandissent leur misère ; si elles étaient employées par des sociétés d'ouvriers, les intérêts seraient pour ceux-ci et ce serait juste.

C'est d'ailleurs une question qui mérite un développement que je ne suis pas capable d'apporter.

Maintenant, prenons les sciences une à une et examinons-les au point de vue matériel et moral.

L'histoire naturelle, qui s'occupe des animaux, des plantes et des minéraux, est une science indispensable. L'on doit connaître les animaux qui peuvent, étant acclimatés chez nous, nous rendre des services immenses pour l'agriculture et l'alimentation.

Les plantes offrent des ressources incalculables pour l'alimentation encore, les tissus, les remèdes, les produits industriels et elles ont produit un trésor, la houille.

Qui pourrait énumérer les corps sans nombre qu'on retire des minéraux et qui servent dans l'industrie et l'économie domestique.

L'histoire naturelle est encore peu connue, et pourtant ce serait un bienfait immense si chacun en connaissait un peu.

On me dira que l'astronomie ne peut servir à l'ouvrier. J'affirme le contraire, car tout homme de cœur, mis en présence du champ infini de cette science, ne peut rester aveugle et sourd aux enseignements qu'elle renferme.

Maintenant que nous possédons des notions vraies sur notre place dans l'univers, bien des superstitions, des préjugés ont été détruits : ainsi, à l'heure qu'il est, les personnes qui ont encore recours aux astrologues et à leurs momeries sont considérées comme en arrière du progrès. Maintenant l'on ne croit plus à l'influence des planètes et des étoiles sur la destinée des individus.

Les applications de la physique sont immenses, et un ouvrier doit en connaître les principes fondamentaux. Les machines ne sont que l'application, aux besoins de l'homme, des forces naturelles ou physiques.

Sans la chimie, l'homme, en serait encore au commencement, car n'est-ce pas la chimie, qui, par la décomposition de corps naturels, produit tout ce dont l'industrie a besoin pour soutenir la production à un degré d'abondance ?

La géographie est la connaissance de la surface de notre globe, des peuples qui l'habitent et des productions de chaque pays, sous le rapport du commerce et de l'industrie. Sans la géographie, pas de vie, pas de commerce : chacun demeurant chez soi, et ne se mêlant pas des affaires de son voisin. Notez ici que je parle des peuples et non des individus.

La mécanique, la géométrie, les mathématiques, toutes les sciences abstraites sont indispensables à un ouvrier pour bien exercer son état. J'admettrai bien qu'un boulanger pour faire un pain rond n'a pas besoin d'un compas, mais un mécanicien, un menuisier, un jardinier, ont chacun, dans l'exercice de leur métier, besoin du concours des sciences.

Il en est de même pour l'agriculture et ses applications innombrables, qui n'ont pas besoin d'une recommandation de ma part : Le moindre paysan en sait plus que moi sur ce sujet.

Les sciences sont une distraction pour les ouvriers, en même temps qu'une nourriture pour l'intelligence.

Les partis politiques qui tiennent en ce mo-

ment le haut du trottoir ont compris quel parti ils pouvaient tirer de la vulgarisation des sciences, enseignées dans les écoles et dans les conférences.

Faisons comme eux, et soyons sûr que, quand l'ouvrier sera instruit, les théories socialistes, qui peuvent seules assurer la destinée des peuples, seront soutenues et deviendront pratiques.
Un ami de l'instruction.

Conditions hygiéniques du travail dans la société actuelle.

(SUITE).

I

TRAVAILLEURS DES MINES — TRAVAILLEURS DE LA CAMPAGNE

Nous ne nous arrêterons pas à la description des conditions du travail des paysans, comme nous l'avons fait pour les mineurs; ces conditions sont connues plus ou moins par tout le monde. Nous passerons donc directement à la pathologie de cette profession, à l'énumération des maladies qui sont provoquées ou favorisées par la nature même de ses occupations. Nous verrons, hélas! que même les conditions qui paraissent les plus favorables au cultivateur — le travail à l'air et au soleil, — sont fréquemment aussi des sources d'affections diverses: en effet, *les rhumatismes et les maladies inflammatoires des poumons* sont plus nombreuses chez ces derniers que chez les autres ouvriers. Le travail en plein soleil, surtout dans les pays méridionaux, est une cause de nombreuses maladies — *insolations, méningites, érysipèles*, etc. De même nous voyons l'apparition des *ophtalmies*, des *cataractes* chez les moissonneurs au temps de la récolte. Les hommes qui rentrent le soir, les batteurs surtout, sont exposés à contracter une affection particulière, connue sous le nom d'*asthme des foins*, dont la cause est attribuée aux poussières végétales et aux émanations de l'herbe coupée. Les batteurs, qu'ils fassent leur travail en grange ou à l'air libre, de même que ceux qui sont employés au battage à la mécanique, souffrent d'*irritations aux yeux, à la gorge et aux bronches*, produites par l'inhalation de la poussière végétale, soulevée pendant ce travail; ces irritations deviennent graves chez ceux qui sont prédisposés à la phthisie. — Les mêmes inconvénients se présentent pour le vannage. — En général, le travail pénible, l'excès de forces musculaires deviennent la cause de ce *repliement de la taille* que nous voyons chez tous les paysans de 40 à 60 ans, et qui est l'effet d'une déviation de la colonne vertébrale.

Voilà ce que nous voyons partout; mais il existe encore bien des conditions qui, sans être générales, viennent assez souvent aggraver considérablement la situation du cultivateur. Ainsi, dans les contrées marécageuses (Bas-Valais, Bresse, Sologne) et dans les rizières (Lombardie, Parme) l'influence de l'humidité et des miasmes du sol entraîne, à la longue, un état prononcé d'*anémie* et de *fièvres intermittentes*. Tandis qu'en France la mortalité annuelle est de 1 sur 40, dans ces pays marécageux on voit cette proportion s'élever jusqu'à 1 sur 20, et même plus encore dans les contrées les moins favorisées. (1)

La nourriture des paysans, enfin, est complètement insuffisante et beaucoup moins en proportion avec leur travail pénible que ne l'est celle de la plupart des ouvriers. En 1863, en Angleterre, il a été fait une enquête officielle sur la nourriture des criminels condamnés aux travaux forcés; dans le livre bleu, contenant le résultat de cette enquête, on trouve entre autres la conclusion suivante: « Une comparaison impartiale du régime alimentaire des criminels dans les prisons anglaises avec celui du travailleur libre de la campagne nous prouve positivement que la nourriture du premier est beaucoup meilleure que celle du second, tandis que les travaux forcés ne représentent qu'à peu près la moitié du travail des campagnards. » — Ce ne sont pourtant pas des socialistes qui disent cela.

Nous avons dit plus haut, qu'il se trouvait des milieux bien au-dessous de la situation moyenne, mais il ne faut pas croire que nous parlions de quelques petites localités dispersées; non, ce sont des pays renfermant des dizaines de millions de travailleurs de la campagne qui restent inférieurs au niveau moyen. Nous prendrons comme exemple la Russie, cet immense pays dont la population est presque exclusivement agricole. Il est certain que les chiffres relatifs à cette population ne sont pas entrés dans la statistique

générale des travailleurs de la campagne en Europe; autrement la moyenne serait considérablement inférieure. — Les limites de notre article ne nous permettent pas d'étudier sérieusement la situation du paysan russe. Nous nous bornerons donc à citer quelques faits et observations d'un ouvrage intéressant de Flerofsky: — « La position de la classe ouvrière en Russie », le seul du reste qui embrasse ce sujet d'une manière plus ou moins complète.

Prenons le Nord, le gouvernement d'Olonetsk. La vie du paysan y est affreuse; il est rare qu'il ait du pain de seigle pour toute l'année; pareille fortune est un vrai bonheur, dont le souvenir devient légendaire dans ce pays; et encore faut-il dire que ce pain serait regardé comme immangeable ailleurs; il est noir, mélangé en forte proportion avec de la balle et, par conséquent, fort peu nourrissant. Dans les années de mauvaise moisson, la misère du paysan est horrible, et pourtant la position générale du peuple est telle, que ces années de famine y sont presque l'état normal. Voici par exemple la description que Flerofsky nous donne de la situation en 1866 et 1867 dans le district de Kargopol, d'après les données officielles:

« Au commencement on mangeait du pain mêlé de balle, plus tard on y mit de la paille hachée, et à la fin on y ajouta tant de ces ingrédients que la pâte ne pouvait plus lever; il était impossible de bien cuire le pain.... et pourtant les habitants du district de Kargopol assurent que c'était pour eux un temps relativement heureux. En 1867 le blé gela et ne pût murir: il fut impossible de cuire même ce pain fade, à moitié mélangé avec de la paille. Les paysans, obligés de récolter le blé tel quel, hachèrent la paille et préparèrent une espèce de farine avec les épis. La paille dominait tellement dans ce mélange, qu'il n'y avait pas même assez de farine pour donner de la cohésion à la pâte; le pain s'émiettait dans le four et représentait tout l'aspect de fumier. » (2) Et pourtant, nous le répétons, de pareilles années ne sont pas très-rare, et les *bonnes* seraient regardées comme le comble de la misère en France.

Aussi la mortalité est excessive dans le gouvernement d'Olonetsk et ne fait que progresser; on comptait

En 1842 —	1 cas de mort sur 34 habitants;
» 1843 —	» 33 »
» 1844 —	» 31 »

Même dans plusieurs des années suivantes, la mortalité a été de 1 sur 22 et même sur 21 habitants; dans quelques districts cette proportion était même dépassée: en 1863 il y eut dans le district de Petrozavodsk 1 mort sur 18 et dans le district de Povenetsk 1 sur 16! (3)

On dira peut-être que nous prenons pour exemple une contrée se trouvant dans des conditions trop exceptionnelles par sa position géographique, par son climat, etc. Choisissons donc un gouvernement du Midi, celui d'Astrakan, qui certainement se trouve à cet égard dans des conditions infiniment supérieures, et nous verrons comment l'état actuel, le capitalisme et ses conséquences peuvent complètement paralyser et changer les conditions naturelles. Il nous suffira de comparer la mortalité du gouvernement d'Astrakan avec celle des gouvernements d'Olonetsk et d'Archangel. Il y avait en moyenne dans les six années de 1856, 58, 59, 61, 62 et 63

dans le gov. d'Olonetsk —	1 cas de mort sur 24 h.
» d'Astrakan —	1 » 27 h.
» d'Archangel —	1 » 31 h.

Nous voyons ainsi que la mortalité dans le gouvernement d'Astrakan est seulement un peu inférieure à celle d'Olonetsk et supérieure à celle d'Archangel, pays de l'extrême Nord, infiniment plus pauvre en ressources naturelles.

La mortalité du gouvernement de Samara (Terre Noire) dépasse même celle que nous observons dans les quartiers les plus horribles de Londres, où l'on compte 1 cas de mort sur 23 habitants. (4)

Misère au nord, misère au midi, misère dans les plaines marécageuses d'Archangel et d'Olonetsk, misère sur la terre vierge des steppes du midi de la Russie, misère enfin dans les régions fertiles de la « Terre noire ». Voilà ce que dit Flerofsky de la position du paysan.

Le cœur de l'habitant civilisé de l'Europe se remplit d'horreur en lisant la description de la vie de l'Esquimaux; mais qu'il se rappelle, qu'au milieu d'une nature plus heureuse, le cultivateur des steppes pourrait souvent désirer pour soi-même la position de l'Esquimaux et regarder le sort de ce dernier comme un bonheur inaccessible. (5)

(2) Flerofsky, la position de la classe ouvrière en Russie. St-Petersbourg, 1869, p. 113 et 116.

(3) Flerofsky, p. 114.

(4) Flerofsky, p. 243.

(5) Flerofsky, p. 254.

II.

PROFESSIONS EXPOSANT LES OUVRIERS A L'INHALATION DES POUSSIÈRES.

Après avoir examiné, dans notre premier article, les conditions du travail chez les ouvriers des mines et les ouvriers de la campagne, nous allons passer en revue un groupe immense de professions ayant pour ennemi commun la *POUSSIÈRE* qui se développe pendant leur travail.

Les dangers présentés par ce nouvel ennemi sont généralement peu connus, et cela tient à ce qu'ils sont moins frappants à première vue que ceux de beaucoup d'autres professions. En effet, les maladies engendrées par l'inhalation de la poussière s'embusquent dans des fabriques élégantes à l'extérieur, au fond des faubourgs éloignés, au sein même des habitations du prolétaire, où personne ne viendra voir ses souffrances. Il se trouvait même des médecins qui prétendaient que la poussière ne pouvait entrer en ligne de compte parmi les causes de maladie des travailleurs, et que c'était l'ivrognerie et l'inconduite qui finissaient seules par détruire la santé de l'ouvrier.

Il a fallu que la statistique impartiale et implacable révélât dans ces derniers temps des chiffres et des faits indiscutables pour amener enfin les hommes de la science à examiner cette question de plus près.

Il est facile de comprendre que l'influence des poussières se manifeste presque exclusivement par des maladies des organes respiratoires. En effet, tandis que les maladies des organes respiratoires ne représentent que 35 0/0 des maladies internes de la population ouvrière des autres industries, dans les professions où la poussière se dégage, ces maladies spéciales s'élèvent jusqu'à 50 et 60 0/0 (6), et ce chiffre officiel, tiré des statistiques des hôpitaux est certainement au-dessous de la réalité. Ainsi la phthisie qui s'élève à 11,1 0/0 de toutes les maladies internes dans les professions *non-poussiéreuses*, est de 22,5 0/0, c'est-à-dire du double dans les professions *poussiéreuses*. (7)

Les nombreuses variétés de poussières respirées par les ouvriers des différentes professions peuvent être divisées en 5 groupes: *poussière métallique, minérale, animale, végétale et mixte*, cette dernière représentant un mélange de différentes poussières.

A. OELLNITZ.

(6) Hirt, Krankheiten der Arbeiter, 1 Abth., 1 Th., p. 3.

(7) Hirt, p. 30.

Nécrologie.

La Société des *Ouvriers solidaires*, d'Ensival, vient de perdre un de ses membres.

Barthélemy-Joseph Dejardin vient de mourir en libre-penseur, à l'âge de 34 ans.

Père d'une nombreuse famille, notre ami l'avait su élever dans les principes humanitaires que lui, avait professés toute sa vie.

Sa femme, malgré les tracasseries dont elle a été l'objet de la part de la cléricaille d'Ensival, a su faire respecter d'une façon énergique les convictions de son mari.

Tout en regrettant la perte d'un des nôtres, nous avons la satisfaction de pouvoir dire que l'ami qui vient de nous être enlevé a rempli ses devoirs de citoyen pendant sa vie et jusqu'à sa mort et que c'est un bel exemple à suivre pour tous ceux qui veulent l'anéantissement de toutes les idées mystiques et surnaturelles et l'établissement de la raison dans l'humanité.

Son enterrement a eu lieu hier vendredi 17 janvier, à 3 1/2 heures de relevée.

De nombreux amis d'Ensival, de Verviers et des autres localités environnantes, ont voulu montrer leur sympathie pour celui qui n'est plus, en le reconduisant à sa dernière demeure.

Plusieurs discours ont été prononcés sur sa tombe au nom des sociétés rationalistes de notre bassin; nous regrettons de ne pouvoir les publier.

L'Étincelle,

CERCLE D'ÉCONOMIE SOCIALE.

Dans sa séance du 11 janvier, le Cercle *L'Étincelle* a décidé de célébrer par un **BANQUET** l'anniversaire du 18 mars 1871.

Editeur, TOUSSAINT MALEMPRE, Pont de Sommeleville, 7 Verviers.

(1) Layet, loc. cit. p. 247.